



DÉCLARATION LIMINAIRE DU SNUipp-FSU12

CAPD DU 11 OCTOBRE 2016.

**Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs les membres de la CAPD,**

Nous sommes réunis pour que vous nous présentiez le projet de formation pour l'année scolaire 2016-2017.

Nous allons donc, comme toujours, vous parler de notre attachement à la formation continue, de la nécessité de permettre à tous-tes de se former dans des conditions temporelles et financières adaptées, de la légalité pour les collègues de participer à des réunions d'informations syndicales venant en déduction des 108H et des limites du logiciel GAIA.

Mais par-dessus tout, nous souhaitons vous faire part du lancement de notre campagne nationale d'arrêt des APC.

Alors que la réussite scolaire de tous les élèves est un enjeu majeur pour notre société, les attentes vis-à-vis de l'Ecole et de ses personnels sont de plus en plus grandes.

Trop souvent, les enseignants sont soumis à de nouvelles prescriptions sans que leur soient donnés les moyens de s'y préparer et de les assurer dans des conditions satisfaisantes.

Pour exemple, à cette rentrée, des nouveaux cycles, des nouveaux programmes, des nouveaux parcours, des nouveaux outils d'évaluation des élèves, sans qu'aucun temps ne soit dédié à leur appropriation. A notre sens, ce ne sont pas les 9H d'animations pédagogiques, qui plus est à posteriori des injonctions, qui vont permettre aux collègues de faire évoluer leurs pratiques dans l'esprit de ces nouvelles exigences.

Le temps de travail des enseignants, déjà considéré comme l'un des plus élevés des pays comparables, ne cesse d'augmenter. Nous regrettons que les discussions autour du nouveau décret sur les obligations de service des enseignants du primaire aient été une occasion

manquée de prendre en compte la réalité du travail enseignant dans le contexte social actuel.

Au cours des discussions sur ce texte, le SNUipp-FSU a présenté une toute autre ambition pour les enseignants des écoles :

faire reconnaître les nombreuses missions qui constituent le « travail invisible » et récupérer du temps pour gagner en autonomie et en efficacité pédagogique.

A cette occasion, nos représentants nationaux avaient proposé la suppression des 36 heures d'APC comme première étape de cette reconnaissance. Mais Mme la Ministre a refusé, malgré l'avis majoritaire des organisations syndicales siégeant au CTMEN de juin dernier, nous le regrettons.

Pourtant, vous le savez, une large majorité de la profession estime aujourd'hui que ce dispositif ne constitue pas une réponse adaptée à la difficulté scolaire, que les journées des élèves les plus fragiles sont inutilement alourdies et que, pour les enseignants, il est coûteux en temps pour une efficacité contestable.

Ce n'est pas du temps de classe qui manque aux élèves les plus fragiles : bien souvent, déjà, ces enfants-là tirent peu ou pas profit des heures de classes. Ce qu'il leur faut, c'est plus de présence d'adultes qualifiés, plus d'étayage. C'est pourquoi, le SNUipp-FSU, soucieux de la réussite de tous, milite pour le "plus de maîtres que de classe", le renforcement des équipes de RASED, la diminution des effectifs.

Ces conclusions sont partagées par de nombreux acteurs et spécialistes du système éducatif. Alors que le métier d'enseignant est en pleine mutation et qu'il n'est plus constitué de l'unique acte d'enseignement, le temps dévolu aux APC serait autrement mieux utilisé pour les multiples partenariats éducatifs ou médico-sociaux et pour renforcer le lien avec les familles. Mieux utilisé aussi pour la scolarisation des enfants en situation de handicap ou l'aide aux élèves en difficulté sur le temps scolaire qui rendent incontournables le travail en équipe.

A cette rentrée, nous avons décidé d'engager une campagne nationale pour obtenir la fin des APC.

Plus de 35 000 collègues ont d'ores et déjà décidé de s'y engager, en Aveyron, ce sont plus de 180 collègues qui ont pris cette initiative, plus de 15% des enseignants aveyronnais.

Nous appelons dès aujourd'hui la profession à entrer dans l'action et à ne pas mettre en œuvre les APC et nous opposerons à toute forme de pression ou de sanction que vous pourriez envisager.